
HYDERABAD – Sessions NextGen@ICANN
Dimanche 6 novembre 2016 – 13h30 à 15h IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

DEBORAH ESCALERA: Bienvenue à cette séance de présentation de NextGen, dans le cadre de la 57ième réunion publique de l'ICANN ; bienvenue à nos membres du public qui nous ont rejoints aujourd'hui dans cette salle. Notre première présentatrice est Julie Cong de la Chine. Julie ?

JULIE CONG: Bonjour à tous, je m'appelle Cong Zhu et vous pouvez m'appeler Julie. Je suis chinoise et je travaille pour le CNIC, le centre d'information chinois. Il s'agit du registre du .CN . Je suis très contente d'appartenir à ce programme de NextGen puisqu'il me donne l'occasion de me pencher sur du travail qui n'appartient pas à mon travail quotidien. Et cela me donne l'occasion de comprendre l'ICANN et de me faire de bons amis.

J'ai rencontré beaucoup de gens ici. Merci beaucoup. Bonjour.

Donc aujourd'hui je vais parler de quelques idées que j'ai à l'esprit. C'est ma première fois à présenter, je suis une novice,

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

mais j'espère pouvoir m'expliquer clairement dans la partie suivante.

Le sujet que j'aborderai est basé sur mes recherches personnelles. Il s'agit d'un domaine qui m'intéresse qui est la gouvernance internet. Je suis spécifiquement intéressée par l'observation des rapports entre les différents acteurs et les différents intervenants, et les différents modèles de gouvernance internet dans les différentes régions.

Mon idée est de savoir comment ces modèles interagissent entre eux. Mon sujet de discussion est donc très vaste, comme vous voyez.

Je parle ici de la considération de la coopération publique/privée pour aller de l'avant avec le développement de l'internet. Pourtant, je voudrais que mon explication et ma présentation d'aujourd'hui soient plutôt concrètes, donc je l'expliquerai d'une manière plus ancrée. Et je voudrais m'inspirer par vos expériences, donc partagez-les avec moi s'il vous plait, quelles sont vos meilleures pratiques. J'espère que l'on pourra avoir des échanges enrichissants.

Je commence à partir d'une question. Comme vous savez, nous nous disons toujours que la communauté internationale doit renforcer l'efficacité de la coopération multipartite sur internet, mais la question est comment le faire ? Comment peut-on y

parvenir ? Pour répondre à cette question, j'ai considéré différentes plateformes mondiales de gouvernance internet où l'on discute et l'on prend des mesures.

J'ai énuméré certaines de ces plateformes ici, dont la première est bien sûr l'ICANN. Je sais que ce n'est pas la peine de beaucoup en parler puisqu'on est tous là. Mais j'ai également considéré le FGI qui est censé être le principal forum pour les discussions de gouvernance de l'internet, et j'ai également inclus l'ISOC, puisque l'ISOC se centre surtout sur des questions de développement de l'internet et sur l'accessibilité mondiale. Le quatrième forum que j'ai inclus est le Forum Économique Mondial qui apparaît ici parce que je voulais attirer votre attention sur cette organisation.

Il s'agit d'un forum qui commence à se pencher sur les questions associées à la gouvernance internet depuis quelques années. Et différents groupes de travail ont également commencé à étudier l'avenir de l'internet et l'économie numérique au sein de ce forum.

J'ai également inclus l'IEE, qui n'apparaît pas ici, mais vous savez qu'il s'agit d'une plateforme qui a commencé comme une initiative visant à promouvoir la coopération entre experts de politique et experts techniques.

Après avoir fait ce type de recherches, j'ai trouvé différentes caractéristiques communes de toutes ces organisations.

Sur cette diapositive, vous voyez trois caractéristiques communes qui ne sont censées qu'être des points pour vous inspirer. Donc d'une part, on se demande si... On voit que ce sont toutes des organisations qui se centrent sur des projets multiples et des équipes de travail multiples et qui visent à avoir des occasions continues de collaborer tout au long de l'année.

Deuxièmement, ces organisations facilitent les discussions autour de la gouvernance internet, encourageant les participants à contribuer leurs perspectives à travers des comptes rendus dédiés, des appels et à travers des événements annuels également.

Troisièmement, ce sont des organisations qui s'engagent dans des discussions orientées et ciblées sur l'impact, et organisent des activités au niveau national et régional.

Vous voyez que ce sont des caractéristiques communes entre ces organisations, qui sont des caractéristiques qui aident ces organisations à établir des discussions de gouvernance internet réussies.

Au cours de cette réunion de l'ICANN, on a assisté à de nombreuses séances qui vous montrent que ces organisations

commencent déjà à connaître des résultats enrichissants. Ces caractéristiques sont donc à mon avis l'essence même de ces forums. Toutefois, même si on travaille pour une fin réussie, il y a des défis auxquels il va falloir faire face à mesure que l'internet pénètre progressivement tous les aspects de la société.

L'internet réunit les différents acteurs avec différentes trajectoires, venus de différentes régions pour discuter de questions communes.

Le principal défi pour ces organisations serait donc comment communiquer avec les secteurs publics et privés afin de garantir que toutes les perspectives soient équilibrées en matière de groupes de parties prenantes qui interviennent.

Ce problème a été repris dans de nombreuses plateformes et à plusieurs reprises.

Je pense également que cette question mérite notre attention en tant que membres de cette équipe de NextGen. On a tous ce problème de la coopération auquel on doit faire face.

Pour aborder ce défi, il faut d'abord savoir qu'il y a deux groupes. D'une part on a le secteur public et d'autre part le secteur privé. Il y a des organisations qui sont dans un terrain intermédiaire bien sûr, mais le problème serait encore plus compliqué à considérer si on pensait et on incluait ces

organisations. Donc aujourd'hui, on va se concentrer sur ces deux secteurs séparés.

Au moment de parler du secteur privé, j'entends qu'il y a des experts techniques qui travaillent pour le secteur commercial, pour les sociétés et les industries. En termes généraux, ce secteur contrôle les ressources techniques et les secteurs associés à ces ressources et a davantage de talents et d'expertises que le secteur public.

Le secteur public que j'ai compris ici est représenté par les experts de politique et les décideurs. Ces personnes sont mieux placées pour utiliser leurs outils de coordination et de prise de décision pour promouvoir la coopération, pour mettre en commun des informations ou pour promouvoir des programmes d'incubateurs.

Or, il y a un problème. Il faut savoir quel est le type d'équilibre ou d'interactions que ces deux grands secteurs peuvent atteindre et quelle est la nécessité au niveau de ce type d'équilibre pour avoir une discussion et un environnement qui soit sainement équilibré. Donc c'est ça la discussion.

Je pense qu'il est également essentiel de promouvoir les discussions entre les deux secteurs. Vu la manière dont l'internet est structuré, si on avait un grand fossé entre les deux secteurs et que chaque secteur se penche sur ce qui l'intéresse

exclusivement, il sera impossible de comprendre comment les politiques sont élaborées et quelles sont les tendances techniques.

Ce type de politique ou de technologie ne seront pas bénéficiaires pour la communauté dans l'ensemble puisqu'elles ne sont pas nourries par l'autre secteur.

Ici, j'ai proposé certaines recommandations pour les organisations dont je parlais tout à l'heure.

Pour bien aborder ce défi, je pense que ces organisations qui travaillent avec la gouvernance internet devraient, au moins, prendre ces mesures qui apparaissent ici pour atteindre leurs buts.

Je commencerai par la gauche. D'abord, il faut que ces organisations identifient les opportunités, qu'elles comprennent leurs points forts et leurs faiblesses. La recherche du secteur public et du secteur privé est nécessaire parce que, pour comprendre l'équilibre de pouvoir entre les deux secteurs, il faut faire ces recherches avant de commencer à étudier le problème dans les différents secteurs, dans les différents pays et dans les différentes régions. De même il faut savoir quelles sont les responsabilités de chaque secteur avant de pouvoir identifier les opportunités.

Ici, je tiens à attirer votre attention sur les recherches qui sont nécessaires pour vraiment, pour comprendre cette manière localisée de fonctionner des différents secteurs. Deuxièmement, il faut créer des environnements favorables. Ce disant, je veux dire que ces organisations peuvent utiliser leurs ressources pour concevoir ce type d'outil ou de matériel éducationnel pour le secteur public comme pour le secteur privé.

Le secteur public devrait donc connaître les tendances techniques et comment l'internet affecte la société et l'économie. Alors que le secteur technique pourra utiliser ce type d'outil de formation pour améliorer ses connaissances de comment s'élaborent ces politiques dans les différents pays, de manière à ce qu'ils puissent collaborer de manière efficace.

Troisièmement, on parle du doublon de modèle. Cela encourage les organisations à documenter les exemples et les meilleures pratiques du secteur public et du secteur privé afin de pouvoir saisir ces meilleures pratiques et de répéter ces méthodologies dans tous les pays. De manière à ce que les personnes puissent vraiment bénéficier de ces meilleures pratiques.

Un troisième outil est de trouver des sujets qui soient généralisés. C'est-à-dire qu'il faut que l'on inclue autant de sujets que possible sur lesquels les deux secteurs puissent travailler. De cette manière, les deux secteurs pourront atteindre

un consensus et intégrer tous les acteurs, la société civile, les gouvernements, les sociétés, dans une même discussion.

Enfin, j'ai inclus ici le développement d'une boîte à outils. Cette boîte à outils comprendrait tous ces outils dont je viens de parler et les mettra en œuvre. Cette boîte à outils pourra être partagée avec davantage d'acteurs, avec l'ensemble de la communauté de manière à ce que de plus en plus de personnes soient au courant de ce qui se passe.

C'est sur cette base que j'ai conçu ma boîte à outils pour les membres de la nouvelle génération. Si vous êtes intéressés par ce sujet, vous devriez également prendre des mesures pour pouvoir participer à ces discussions.

Donc cette boîte à outils de participation de la nouvelle génération reprend différents documents. Ils ne sont pas ma création, mais je pense que cette consolidation d'outils et de documents sera utile pour vous permettre de participer à ce type de discussion.

Pour que les membres de la nouvelle génération participent à ces discussions, je pense qu'il faut commencer par la sensibilisation, ce travail de sensibilisation qui met les personnes au courant de ces discussions. On pourra donc intégrer tout le monde dans une même discussion. Il est possible de le faire à travers des réseaux sociaux, à travers différentes

plateformes, au sein des réunions du FGI, de l'ICANN, dans les écoles. Donc ces opportunités vous permettront de communiquer aux personnes l'urgence de collaboration entre les secteurs publics et privés. Ces deux secteurs pourront ainsi les mêmes problèmes et les mêmes défis ensemble.

D'autre part, je vous invite à impliquer votre communauté qui pourrait être une société, une industrie, un secteur, une université. Vous pourriez donc encourager votre société à communiquer avec le secteur public et avec les décideurs pour leur faire part de leurs demandes.

D'autre part, si vous appartenez au secteur public, vous pourrez les encourager à contacter les sociétés et l'industrie pour comprendre vraiment ce qui leur faut.

Troisièmement, j'ai inclus ici la mise en rapport du travail. C'est-à-dire que vous devrez travailler comme un pont. Je parlerai à ce point-là d'une expérience personnelle. L'année dernière, j'ai assisté avec le PDG de (CNI) à une réunion de ETAP, il s'agit d'une réunion d'experts de politiques d'internet. Et donc j'accompagnais le PDG de (CNIC). Il m'a semblé que c'était une réunion tout à fait intéressante. À la suite de cette réunion, je me suis penchée sur ce programme, et les membres de la discussion se sont dit qu'il serait utile de venir en Chine pour parler de leur programme à la fin de la réunion. J'ai communiqué avec eux et

on s'est dit que c'était un programme autour duquel on pourrait collaborer.

En mai 2016, nous avons finalement tenu notre première réunion ETAP en Chine, à Beijing, qui s'est avérée être un événement très réussi. On a compté la participation d'experts techniques de l'IEEE, des personnes qui ont une expertise technique et différents acteurs de la Chine qui se sont réunis pour discuter de questions spécifiques. Il y a même eu des séances en groupe qui étaient une vraie réussite aussi.

Lorsque vous participez aux réunions de l'ICANN, ou que vous faites des activités de réseautage, je vous encourage à faire attention s'il n'y a pas des moyens dont vous pourriez vous servir, ou d'autres acteurs avec lesquels vous pourriez communiquer pour apporter ces connaissances dans votre pays.

Finalement, vous avez la possibilité d'utiliser un autre outil, la boîte à outils dans son ensemble pour lancer des initiatives autour de la coopération. Pour ce faire, il est possible d'organiser des ateliers, comme par exemple ceux du FGI, le FGI facilite des propositions de partout dans le monde chaque année. Il est possible de présenter ce type de proposition. Et vous pouvez également créer vos propres initiatives pour encourager la coopération de politiques et de techniques des deux secteurs. Ce sont des initiatives très intéressantes.

Voilà quelques idées auxquelles j'ai pensé. J'espère avoir vos retours et j'espère que vous pourrez partager de meilleures pratiques.

Merci.

DEBORAH ESCALERA:

Merci Julie. Y a-t-il des questions des membres du public ? Y a-t-il des questions des membres de l'équipe NextGen ? Bien nous allons attendre jusqu'à la fin de la séance pour les questions. Donc prenez note de votre question et on attendra à la fin. Merci.

Notre présentatrice est Rosalyn Liu, de la Chine aussi.

ROSALYN LIU :

Bonjour à tous, je m'appelle Conglun Liu de la Chine, de la société internet de Chine. Je voudrais d'abord remercier le programme de NextGen et Deborah et les utilisateurs de leur aide. C'est vraiment un grand honneur d'être ici avec vous. J'ai beaucoup appris à partir de ce programme. Aujourd'hui je partagerai des expériences de la société internet en Chine et des initiatives protégées.

Je voudrais d'abord présenter notre école de gouvernance internet, notre ISC qui a été établie en 2001. L'Internet Society en Chine, pardon, l'ISC. Nous avons plus de 1000 membres au

sein de notre unité constitutive et approximativement 60 membres académiques qui représentent les intérêts des consommateurs.

Notre idée est de servir d'abord les intérêts et les droits des consommateurs et des membres. Deuxièmement de promouvoir le développement de l'internet en Chine. Et troisièmement d'aider le gouvernement à élaborer des politiques.

Pour protéger les utilisateurs internet, j'ai pensé à certains cas qui seraient utiles. En 2008, nous avons créé un centre de rapport qui s'appelle le centre de rapport 123é1 pour les plaintes et les signalisations des messages électroniques non demandés. Ce centre a un nom qui est assez long, mais on l'appelle le centre 12321tout court, c'est plus facile. Les utilisateurs peuvent signaler des problèmes ou déposer des plaintes dans ce centre de différentes manières. Ils peuvent le faire en ligne, à travers notre site web, ou par téléphone sur notre numéro gratuit, par mail, par SMS, etc. On reçoit beaucoup de plaintes des utilisateurs internet. Et par exemple en 2015, on a reçu un total de 1,852 million rapports des utilisateurs internet.

L'image n'est pas très claire, mais j'ai ici divisé ces informations suivant la forme ou le format de plainte, et suivant également le type de point. Donc si c'est malware, si c'est phishing, etc. J'ai

également ajouté le software malicieux, le logiciel malveillant, le malware. Et on a organisé la signalisation de ces types de plaintes suivant des conventions que nous avons créées avec les sociétés, les experts et les académiques chinois. Par la suite, nous avons créé une académie qui nous permet d'identifier le type de plainte.

Grâce à ces efforts, nous sommes parvenus à des résultats de 80 % moins de logiciels malveillants.

Le Sud-est asiatique dans son ensemble participe également à cette initiative. Chaque année, nous lançons de nombreuses initiatives, telles que le projet qui a aidé 12,330 millions de personnes non voyantes ou avec des problèmes d'accès à internet à se connecter. Donc des personnes aveugles ou non voyantes ont maintenant la possibilité de se connecter à internet grâce à cette initiative qui visait à protéger les droits et les intérêts des utilisateurs internet, de manière à ce que davantage de personnes puissent accéder à internet.

En 2008, nous avons également créé des normes industrielles conjointes pour essayer d'améliorer l'accessibilité aux informations pour les personnes qui ont des handicaps physiques.

Outre cela, nous travaillons également sur la protection des données personnelles. D'autres pays comme la Corée par

exemple, à travers son agence de sécurité internet qui travaille sur la protection et la confidentialité des informations personnelles.

Voilà la fin de ma présentation. Merci. Si vous avez des questions, je suis là pour y répondre. Merci.

DEBORAH ESCALERA: Est-ce qu'il y a des membres du public qui ont des questions ?
Bien, on a une question ici.

NON IDENTIFIE: Est-ce que vous pourriez m'expliquer, parce que vous représentez l'ISOC Chine, quel est votre rapport avec l'ISOC du reste du monde ? Est-ce que vous appartenez à ce système ou pas ? Parce que le nom est très similaire, mais je ne suis pas sûr que ce soit un membre de ISOC en général.

ROSALYN LIU: Oui, nous prévoyons de devenir membres de l'ISOC. Et j'espère qu'un jour on pourra appartenir à l'ISOC. Merci de cette question.

DEBORAH ESCALERA: Merci. Nous allons maintenant voir la présentation d'une autre participante, indonésienne, Fidya Chabrina.

FIDYA SHABRINA :

Bonjour, je m'appelle Fidya, je suis indonésienne. Je travaille dans un centre de recherches dans l'université Gadjah Mada et je présente aujourd'hui l'une de nos recherches qui se penche sur le fait de savoir si on est prêt pour ce nouvel entrepreneuriat technologique, le Technoprenariat. Nous avons collecté des données à travers les sondages et des systèmes d'entretiens et des discussions en groupe observé. On a compté la participation de 120 sondés dans différentes villes.

Le Technoprenariat est l'un des moteurs de l'innovation, de la concurrence et de la croissance dans les pays en développement. Cela permet aux personnes d'améliorer leur qualité de vie.

Mais en Indonésie, on n'a pas un modèle éducatif de technoprenariat basé sur l'éthique pour former ces programmes universitaires. Et c'est pourquoi les personnes doivent développer cela d'après leurs propres connaissances.

J'expliquerai d'abord le technoprenariat et les villes. Le développement des industries d'éthique sont centralisées, leur développement est centralisé dans des villes, en raison du développement et de l'infrastructure technologique. Surtout pour ce qui est de l'infrastructure d'éthique.

L'évolution est centralisée dans les grandes villes qui commencent à être des Hubs technologiques. Et c'est le patron que suivent les autres villes également ; les villes secondaires commencent à suivre cet exemple. Il y a un intérêt au développement de ce technoprenariat à travers différents moyens et avec différentes infrastructures qui facilitent la productivité de la société.

Dans ce sens, l'éducation est l'un des outils nécessaires pour ce développement. Pour avoir des technopreneurs formés, il faut absolument leur donner des occasions de formation. Ces programmes de formation permettent aux étudiants d'appliquer leurs connaissances et pour essayer. Ce qui permet aux étudiants de devenir des technopreneurs qui développent leurs propres sociétés et projets.

Le deuxième point est le technoprenariat et la formation. L'idée ici est de saisir le potentiel des étudiants. Et je parle non seulement des connaissances mais également des compétences et de la créativité pour avoir de bonnes idées, et leurs initiatives pour concrétiser ces idées.

L'Éthique peut renforcer le processus d'apprentissage à travers le transfert de connaissance des professeurs aux étudiants. Grâce à l'état d'avancement d'éthique, les enseignants peuvent être des motivateurs et des facilitateurs de connaissances. Les

étudiants peuvent alors faire leurs recherches tout seuls et agir proactivement, guidés par leurs enseignants.

Ici les écoles encouragent les étudiants à développer leurs capacités à travers ce type de programme. Et pour être un technopreneur réussi, il faut avoir des connaissances, mais il faut également avoir des expériences négatives, puisque cela motive les personnes à tirer des leçons et réessayer.

On a utilisé 6 indicateurs différents pour mesurer l'état d'avancement de ces initiatives : le soutien des gouvernements, les politiques urbaines, la gouvernance, les ressources humaines, l'infrastructure des écoles, la gestion des écoles et la communauté numérique.

Je vais expliquer d'abord ce que j'entends par communauté numérique. La communauté numérique a un rôle essentiel pour le développement du technoprenariat en Indonésie. Cette communauté encourage l'utilisation des réseaux numériques pour montrer leur TIC et pour pouvoir mener à bien leurs activités commerciales tout en encourageant les différentes expériences de développement.

La communauté agit dans ce monde numérique pour montrer ces propres histoires dans les différentes villes. Par exemple, si quelqu'un a une entreprise à Jakarta, il peut répliquer sa société et s'installer dans d'autres villes grâce à cette communauté

numérique. En dehors de l'île de Java les communautés, en termes généraux, essaient d'attirer l'attention des gouvernements des villes.

On passe maintenant à l'infrastructure urbaine. Il devrait être noté que l'infrastructure urbaine est un facteur définitif pour le technoprenariat vu que cela est lié à la manière dont la technologie elle-même est utilisée par les personnes. L'infrastructure urbaine elle-même est importante et constitue un outil important pour la vie humaine.

Donc les gouvernements doivent encourager les bonnes infrastructures, autrement on n'a pas moyen de savoir quelle est la situation sur le terrain et comment améliorer la vie des citoyens et la qualité de vie des personnes en général. Les villes qui ont des infrastructures avancées fournissent un environnement qui encourage la création de ces entreprises technologiques.

Les villes qui ont une bonne infrastructure montrent la prééminence de la ville. Et les villes qui ont des environnements économiques solides peuvent avoir davantage d'espace de génération et de création de technoprisés.

D'autre part, nous avons la gouvernance et les politiques urbaines. Pour toutes les villes qui ont été étudiées au cours de ces recherches, donc 12 villes dont 6 sont dans l'île de Java et 6

sont en dehors de cette île, il y a deux villes qui ont un plan clair et une vision claire pour pouvoir encourager le développement technologique pour les citoyens. Ce sont deux villes qui sont situées dans l'île de Java.

Au niveau éducationnel et éducatif, les gouvernements n'interfèrent pas avec le système éducatif puisque cela correspond au gouvernement national. C'est-à-dire que le gouvernement local n'a pas l'autonomie de décider des programmes éducatifs. Donc ils ont une certaine autonomie, mais exclusivement à un certain niveau, et cela varie d'une ville à l'autre.

Il y a des villes qui ont des encouragements pour la création d'entreprises technologiques, qui voient donc la mise en place du gouvernement électronique et de pôles électroniques aussi à travers leurs programmes. C'est-à-dire que les villes comme Jakarta, Bandung et d'autres dans l'île de Java, ont tendance à avoir des rôles plus proéminents au moment de soutenir l'écosystème de technoprenariat. Ils fournissent donc des espaces technologiques et des programmes de création de sociétés pour les personnes qui veulent avoir des initiatives liées aux technologies.

Maintenant, on a les ressources humaines. Entre les professeurs et les étudiants, on sent que la génération des jeunes comprend

mieux l'internet parce que les jeunes sont nés avec ces technologies. Les personnes plus âgées sont plutôt des migrants électroniques, soi-disant. Donc c'est plus commun que les jeunes utilisent des Smartphones, internet, les ordinateurs, et qu'ils naviguent un peu tout le temps.

Nos recherches montrent cela en termes empiriques. On a moins de 3 % des étudiants qui n'ont aucune connaissance et aucun dispositif électronique. Démographiquement, les étudiants des 12 villes ont une bonne compréhension de comment opérer les ordinateurs ou les téléphones portables. Si l'on combine les connaissances et les dispositifs, on peut voir que les étudiants ont davantage de chance de réussir dans le monde numérique que leurs professeurs.

On passe à l'infrastructure des écoles. L'infrastructure et la gestion des écoles séparent l'infrastructure au niveau national et au niveau local. Des fois on voit une grande brèche entre l'infrastructure et la gestion des différentes écoles, surtout dans le cas des écoles dans l'île de Java, mais également dans les villes en dehors de l'île de Java. À Jakarta par exemple, un ordinateur est utilisé par 3 étudiants en moyenne, alors que dans des villes en dehors de l'île de Java, dans la ville de Samarinda, il n'y a qu'un ordinateur dans toute l'école. C'est-à-dire que les étudiants, s'ils veulent utiliser l'internet ou s'ils

veulent travailler sur des fichiers numériques, ils doivent amener leurs propres ordinateurs.

Ici, on a la gestion des écoles. Les écoles en termes généraux suivent les indices et les directives des gouvernements. Il a été annoncé que ces avancements des différentes sciences informatiques vont être incorporés au système éducatif. Mais il faut absolument que la gestion humaine maximise l'avancement de la technologie pour pouvoir passer au développement. Donc il est vraiment nécessaire de travailler sur la gestion et le développement des écoles.

Pour conclure, je vais parler un peu de nos conclusions, des conclusions de nos recherches. Ha... Je n'ai pas cette diapositive-là à l'écran, pardon.

En général, les villes en Indonésie sont au début de leurs travaux pour développer des programmes qui garantissent la survie des initiatives technologiques dans ces villes. Il y a des villes qui sont un peu plus avancées en matière de mesures, comme l'introduction des villes intelligentes et de la création d'une infrastructure. Les villes intelligentes, les Smartcities, sont censées développer des solutions pour encourager le développement. Il y a des secteurs de la ville qui ont davantage de besoins, de concentration des mesures du gouvernement

pour la mise en place de ces pratiques qui encouragent le technoprenariat.

Voilà la fin de ma présentation. Si vous avez des questions, prenez-en note. Merci.

DEBORAH ESCALERA: Merci Fidya. Bien, est-ce qu'il y a des questions du public ? Des participants en ligne ? Bien. Merci beaucoup. Notre prochain présentateur est Aditya Garg de l'Inde.

ADITYA GARG: Bonjour. Je suis Aditya. Je vais vous faire une présentation sur la responsabilité et la transparence par rapport à la transition des fonctions IANA et ICANN. Avant de commencer, nous allons commencer par définir ce qu'est la transparence et la responsabilité et pourquoi est-ce que cela est important. Il est important de comprendre quels sont les mécanismes ou les organes qui existent. Si les gens croient dans ces organismes et toutes les décisions prises par ces organismes, pourront avoir une importance, sinon les gens n'y croiront pas. Donc il est important qu'il y ait des mécanismes de reddition de comptes, et la transparence, et la responsabilité ou la redevabilité sont importantes.

Tout le monde va tirer profit d'un organisme transparent et redevable parce que toutes les décisions seront acceptées, la prise de décision permet de prendre de meilleures décisions et, finalement, cela est important pour un organisme comme ICANN qui impose ces processus par la suite.

Lorsque l'on a commencé on considérait le conseil comme un organe technique qui permettait aux gens d'échanger des informations. Cependant, récemment, depuis deux ou trois ans, le conseil des droits de l'homme reconnaît qu'il s'agit de quelque chose qui est important et qui permet que l'organe gère internet et que cette organisation doit être redevable à tout le monde.

Bien, maintenant il nous faut comprendre la différence entre la transparence et la responsabilité ou la redevabilité, avant et après les transitions IANA, c'est-à-dire dans la piste de travail numéro 1 et la piste de travail numéro 2.

Piste de travail numéro 1. Il s'agissait de questions différentes, il s'agissait de la redevabilité du conseil, la relation de cette nouvelle organisation avec l'organisation multipartite et avant que les fonctions IANA soient transmises. Les problèmes, ces problèmes étaient présents à ICANN déjà auparavant. Il s'agissait de problèmes qui n'étaient pas considérés auparavant à cause de la nature du processus des fonctions IANA. Mais

maintenant, ces questions sont importantes et doivent être prises en compte.

Bien, maintenant, il y a un changement. Il y a un changement de tendances, ce n'est pas tellement un problème de la piste de travail numéro 1 à la piste de travail numéro 2. Mais le... Ici nous avons la première conférence après la transition des fonctions IANA et ces problèmes sont en première ligne. Ces problèmes étaient au début de toutes les discussions, il y a eu des nouveaux débats qui ont eu lieu et ces problèmes vont être discutés au sein de l'ICANN pendant cette réunion et les prochaines réunions.

Quels sont les problèmes de la piste de travail numéro 2. Vous les voyez ici sur l'écran, mais il y en a beaucoup d'autres. D'abord, il y a les informations et la divulgation de ces informations. Ce processus de divulgation d'informations est disponible au sein de l'ICANN. On peut poser une question à ICANN concernant un document ou une information, et ils doivent vous répondre avec ces informations dont vous avez besoin, théoriquement sans aucune limite. Cependant, il y a eu des critiques concernant ce processus surtout de la communauté multipartite indienne parce qu'ils considèrent que ce processus est limité et que les limites qui ont été opposées concernant les questions qui peuvent être proposées, ou le document qui peut être obtenu, font qu'au niveau de la

responsabilité et de la transparence, la communauté n'est pas bien représentée.

Ensuite la question de la juridiction, c'est un thème qui a été largement débattu déjà lors de la piste de travail numéro 1. ICANN devait rester en Californie. Quelles sont les conséquences du fait qu'ICANN se trouve aux États-Unis ? Les décisions qui ont été prises sont maintenant sous la juridiction de Californie. La loi de Californie s'applique pour tout ce qui concerne la partie juridique. On ne peut pas changer cela, ou sinon, il faut parvenir à un accord comme c'est le cas par exemple des Pays-Bas.

Ensuite, l'audit internet/externe de l'ICANN. Comme vous le savez, les processus de révision sont importants pour qu'on puisse devenir redevables et transparents. Ces audits ont lieu au niveau d'ICANN, au niveau interne et au niveau externe. Ce qui est important ici, c'est que c'est le standard, les normes de cet audit doivent être approuvés par la communauté multipartite pour pouvoir être accepté par ICANN et qu'ICANN devienne plus redevable ;

Ensuite, l'audit externe qui va avoir lieu, qu'est-ce qui est important ici ? C'est : quelles sont les normes qui sont impliquées ici et les audits des organes qui sont mis en place, les mécanismes de ces audits, le niveau d'audit et de révision qui a lieu.

Enfin la redevabilité envers la communauté multipartite, la redevabilité de ces organes est importante, surtout dans cette période de transition. Beaucoup de personnes pensaient qu'ICANN était si puissant, qu'il avait tant de responsabilités, et maintenant cette responsabilité est aussi gérée par, concerne aussi les fonctions IANA. Ce qui veut dire qu'il y a trop de responsabilités pour un organe par rapport à l'internet. Il s'agit de la... et c'est pour cela que cet organe doit devenir plus transparent et responsable, et qu'il doit être géré par tant de gens. Mais il y a encore beaucoup de choses à faire dans ce sens.

Et quel est le futur qui nous attend ? D'abord je pense que, est-ce que nous devons travailler sur un changement de perceptions de ICANN ? Passer d'un organisme à but non lucratif à un organisme qui travaille pour les gens, qui aide les gens à gérer les politiques, qui assume certaines idées concernant internet ? Le deuxième point, avoir un dialogue public et ouvert ? Avec le processus des commentaires publics, avec les discussions, les listes de diffusion et ce type de réunions qui permettent vraiment d'entendre l'opinion de la communauté.

Ensuite, le besoin de remettre en question le statu quo lorsque cela est nécessaire. Des questions doivent être répondues, et on doit expliquer pourquoi les choses existent telles qu'elles sont. Chaque chose doit être remise en question, nous devons d'abord savoir pour cela ce qu'est un organisme redevable.

Et ensuite la participation de la communauté multipartite, à tous les niveaux de ce processus, la communauté doit être présente dans les différentes parties de l'organisation et la communauté doit aussi participer à toutes les étapes de la prise de décision. Tout le monde doit se réunir, assumer ses propres responsabilités. Tous ceux qui sont ici ont des responsabilités et nous devons parler aux gens de ce qu'il se passe dans la piste de travail numéro 2, et tenir compte de leurs commentaires et leur permettre de comprendre les processus qui ont lieu ces derniers temps et rendre internet plus accessible à tous.

Maintenant, je vous laisse ici avec cette citation, qui est une citation d'Ewan [inaudible] concernant ce qu'il pense qu'est l'internet: « l'internet est là pour la divulgation et la transparence qui sont des aspects actuels de l'internet et qui sont une manière de lutter contre l'autoritarisme. »

Notre devoir est d'être redevable pour tous et d'être transparent. Et je vous remercie maintenant. J'espère que vous aurez un agréable séjour à Hyderabad et en Inde. Merci.

DEBORAH ESCALERA: Merci, est-ce qu'il y a des questions ? Merci beaucoup. Notre prochaine présentatrice, de l'Inde aussi est Ihita Gangavarapu.

IHATA GANGAVARAPU: Merci. Bonjour à tous. Je suis Ihita Gangavarapu de l'Inde, de l'université Nadar de Shiv, et c'est la première fois que je viens à une réunion de l'ICANN. J'appartiens au programme de NextGen, je suis ravi d'être ici. Donc aujourd'hui, je vais vous faire une présentation sur la pénétration de l'internet dans la société multilingue, à travers les noms de domaine internationalisés IDN.

Notre plan d'action est de faire une enquête pour connaître l'état et identifier les actions correctives de la communauté pour que la communauté puisse agir dans ce domaine. Puisque l'Inde a une population supérieure à 1,2 milliard et, selon le ministère des Télécommunications, en décembre on a un total de personnes inscrites à Internet de 331 millions et quelques. Et ici sur cette diapo, vous voyez que les utilisateurs urbains sont de 219 millions, et au niveau rural 112 millions.

Donc voyez qu'il y a ici une brèche au niveau numérique. Alors, cette brèche a été appliquée, concerne les pays qui sont en retard au niveau de la technologie numérique et des compétences pour accéder à cette technologie.

La brèche numérique peut exister pour différentes raisons : le problème d'accessibilité, le manque de connaissances, les barrières linguistiques. Et nous allons expliquer chacun de ces aspects, l'accessibilité, le manque d'accessibilité, le problème

de connectivité. Et selon les régions il y a des problèmes techniques, surtout en Inde parce que l'Inde est un pays très grand.

Le USOF propose un accès non discriminatoire aux technologies et des services qui sont offerts à bon prix aux personnes qui habitent dans les régions rurales. Donc c'est un projet qui a été mis en place par le USOF. Il s'agit d'un fond pour l'accès universel. Il s'agit d'un projet et on a organisé les zones rurales en plusieurs groupes et on offre une connectivité à ces personnes à travers un système de câbles. Et il y a d'autres options technologiques comme le satellite qui existe aussi, qui a aussi été utilisé pour les régions inaccessibles ou pratiquement inaccessibles.

Le deuxième point est le manque d'offre. En Inde il y a beaucoup de fournisseurs de services, et comme il y a beaucoup de concurrences entre eux, le prix du service est plutôt bas. Ce qui est une bonne chose. Mais cela a aidé à ce que les personnes utilisent de plus en plus l'internet, mais il faut encore faire beaucoup de choses pour aborder les problèmes de pauvreté et les problèmes liés à l'économie.

La barrière linguistique maintenant. Elle existe dans la plupart des pays du monde. En Inde, nous avons un privilège parce que nous avons une grande diversité culturelle et linguistique. Et

donc selon la constitution de l'Inde, il y a une liste de langues qui entrent dans notre constitution. Il y a 29 langues en Inde reconnues par notre constitution.

Et donc vous avez ici ce concept d'un IDN, noms de domaines internationaux, et c'est dans ce contexte qu'ICANN a dû travailler. Nous travaillons avec une traduction automatique. Vous voyez ici donc 22 langues officielles, point [inaudible] avec 7 scripts délégués, déléguant 7 scripts. Ici vous voyez les différentes langues qui doivent encore être incluses dans l'IDN, le telugu, le bengali, etc. voyons ici ces scripts. Donc nous avons pour le moment 15 langues qui sont couvertes.

Donc les IDN doivent affronter deux défis. L'acceptation universelle et l'adoption par la communauté. L'acceptation universelle est la base pour un internet multilingue et c'est quand un utilisateur peut naviguer dans l'internet dans sa langue locale, dans la langue locale qu'il souhaite utiliser. Cela veut dire que le système doit traiter tous les TLD de manière cohérente, qu'il s'agisse de TLD ou d'IDN.

Donc ICANN a organisé un comité qui s'appelle le comité de pilotage et de l'acceptation universelle qui a été créé en 2015 pour s'assurer qu'il y ait une promotion efficace de l'acceptation universelle et de cette approche.

Et les autres points concernent l'adoption par la communauté. J'ai essayé de m'assurer que j'avais couvert tous ces aspects. J'ai rencontré une personne qui se charge de ce type de choses. Elle m'a dit que l'adoption par la communauté était un problème mondial, et les gouvernements essayent d'augmenter la prise de conscience concernant ce problème, et de s'assurer que les développeurs de logiciels ont une plateforme qui permette de travailler avec les IDN. Et les progrès sont lents, mais je pense qu'il y a quand même des progrès qui existent.

Et comme je vous l'ai dit, je suis en train d'essayer de mettre en place une enquête pour voir où en est l'Inde. Donc il y a une série de questions qui doivent être posées et qui nécessitent une réponse. Je pense qu'en donnant ces réponses nous allons pouvoir régler certains problèmes, nous allons pouvoir bientôt contribuer dans ce sens.

Lorsque vous avez une page, vous avez le nom d'utilisateur et vous avez votre ID, qui va vous donner votre compte d'email. Si vous écrivez votre adresse d'email dans votre propre langue, cela ne va pas vous diriger correctement à la page à laquelle vous voulez vous rendre. Ce qui peut être un problème et un des défis qui existent actuellement. Et j'ai oublié de vous dire que les IDN étrangers, les IDN d'URL, pour ceux-là vous avez besoin d'un préfixe. Et cela est un IDN, et cela a été implémenté et a encore besoin d'être implémenté.

Bien, je vous remercie. Si vous avez des suggestions, je serais ravi de les entendre. Merci.

DEBORAH ESCALERA: Merci, est-ce qu'il y a des questions? Bien. Notre dernier présentateur est Anna Liz Thomas de l'Inde.

ANNA LIZ THOMAS: Bonjour, je suis Ana Liz. Je suis étudiante à l'université d'Hyderabad, et aujourd'hui je vais vous présenter quelque chose dont on a beaucoup entendu parler au cours de ces derniers jours. Il s'agit de la transition des fonctions IANA et de son impact. Donc je pense qu'on en a beaucoup entendu parler de la transition des fonctions IANA, je ne vais pas rentrer trop dans le détail, à savoir de quoi il s'agit. Ce que nous allons faire plutôt, c'est nous focaliser sur le contexte qui se trouve derrière la transition des fonctions IANA et sur l'impact que cela va avoir.

On nous a expliqué comment fonctionnait à l'origine le système des fonctions IANA, à l'époque de Jon Postel. Cela a été fait dans un contrat qui existait à l'époque avec le gouvernement américain, avec l'institut de sciences de Californie.

Depuis 1994, il y a eu beaucoup de discussions concernant la privatisation de cet organisme pour qu'il ne soit plus entre les mains du gouvernement. Cela a été fait, cela a été discuté avec

ISOC à cette époque-là. Et le gouvernement continuait à se demander comment cela allait avoir lieu. Et finalement cela, il fallait le... Le gouvernement a donné sa permission pour que les noms de domaines puissent commencer à être vendus. Il y a eu beaucoup de profits qui ont été faits dans ce secteur. Et ce que le DNS faisait à l'époque était...

Il y a eu beaucoup de conflits en tout cas entre ces différents organismes concernant les fonctions IANA et la privatisation des fonctions IANA et comment est-ce qu'elle devait avoir lieu cette privatisation. Il y a eu donc une série de procès, de propositions, de tentatives, d'essais concernant la manière de privatiser cet organisme.

Il y a eu un comité ad hoc qui a été créé à l'époque qui suggérait que quelque chose soit fait dans le type des MoU des gTLD, mais, à nouveau, ce qui s'est passé, c'est que le gouvernement américain a commencé à réaliser qu'une intervention était nécessaire à cette époque-là. Ha ! les diapositives. Bien.

Donc le NTIA a dû être intervenu par différents organismes. Il y a eu des compagnies, du lobbying, des pressions de différents gouvernements qui pensaient qu'il fallait établir un contrôle sur les fonctions IANA et à ce moment-là, le département du commerce américain a présenté un livre blanc sur le système de l'internet. Et ce livre blanc disait quelque chose de différent de

ce que l'on attendait, de ce que la plupart des acteurs qui faisaient du lobby pour la privatisation des fonctions IANA attendaient. Ce que le livre blanc disait, c'est qu'il fallait qu'une coopération soit formée, avec un consensus entre les parties prenantes et que cette coopération allait se charger du protocole, des adresses IP et des différentes fonctions qui dépendaient de IANA.

C'est une introduction sur la façon dont ICANN lui-même a commencé à exister si vous voulez. Mais cela a eu lieu à l'époque de l'administration de Clinton et on parlait donc du leadership du secteur privé, etc. mais cela a été fait à travers l'intervention du gouvernement américain. On peut toujours se demander si cette intervention du gouvernement était nécessaire à cette époque-là, parce que tout ce qu'il fallait faire, c'était laisser le contrat IANA expirer. Mais ce n'est pas ce qu'il s'est passé.

Si ce contrat avait expiré, ce qui se serait passé à ce moment-là c'est que la société internet aurait essayé de créer son propre système. Mais le gouvernement, avec ce lobby dont je vous parle, a décidé qu'il fallait faire quelque chose et donc intervenir. Le gouvernement américain.

Excusez-moi une petite seconde...

Donc à cette époque-là, ce qu'il s'est passé c'est qu'il y a eu un accord et le département du commerce américain allait

s'occuper du transfert des fonctions IANA à ICANN à un moment donné dans le futur, il n'y avait pas encore de plan pour ce transfert à aucune autre entité. Il s'agissait d'entité politique et du serveur de racine. Donc cela a été un petit peu le MoU, le contrat entre ICANN et le département du commerce à l'époque.

Mais à cette époque-là on avait établi que la transition aurait lieu. Et cette transition aurait lieu en 2000. Et comme vous voyez, cette transition a eu lieu beaucoup plus tard. Alors, pourquoi ? On peut se poser cette question.

Je crois qu'une des raisons principales – je vous parlerais d'un article d'un spécialiste dans ce domaine – et une des raisons pour laquelle la transition a lieu seulement maintenant, c'est que ICANN n'était pas suffisamment mûr, l'organisation n'était pas suffisamment légitime dans les années 2000 lorsque la transition aurait dû avoir lieu. Je crois que c'est la raison. Maintenant cette organisation est mieux préparée. Ensuite il y a eu l'affaire Snowden en 2014. Pendant l'affaire Snowden beaucoup de gens ont commencé à dire que le gouvernement américain devait se retirer de ce rôle qu'il jouait concernant la fonction IANA et la gouvernance de l'internet. Il y a eu des gens aussi qui ont dit l'expérience qu'avait les compagnies américaines concernant internet leur permettrait de faire différentes propositions pour établir un cadre multilatéral de la société civile pour la gouvernance de l'internet. Et donc c'était

une opportunité à ce moment-là pour que le gouvernement américain puisse se retirer de cette affaire.

Il y a eu aussi d'autres préoccupations, comme par exemple le besoin que la transition ait lieu avant que le nouveau président américain commence son mandat. En 2015, un coccus a présenté une déclaration dans laquelle ils ont demandé à ICANN de négocier pour qu'il y ait un accord avec un pays quelconque pour héberger le système. Et on a demandé à ICANN d'utiliser son influence. Il y a eu... C'est aussi pour cela que la transition doit avoir lieu maintenant, suite à toutes ces questions qui ont été posées.

Je vais essayer de vous donner un petit peu maintenant une idée la manière dont cette transition a lieu. Alors ce qui va arriver, c'est qu'une grande partie des questions techniques, des fonctions techniques de l'ICANN qui dépendaient de IANA – vous savez que les questions politiques restent au sein de l'ICANN à travers le modèle de gouvernance multipartite. Nous savons déjà quelles sont les fonctions d'ICANN, nous savons qu'il s'agit de la politique du DNS et la politique opérationnelle et autre. Les fonctions IANA, que se passe-t-il maintenant lorsque ICANN va coordonner les fonctions IANA. Il s'agit de coordonner les adresses IP, les assignations de protocole, les ressources de numéro d'internet, la gestion de la zone racine et de la base de données de la zone racine, traiter des mises à jour de routine, et

la signature de clef de la zone racine du DNS et les protocoles d'internet.

Donc, de nouveau pour revenir un petit peu en arrière, en ce qui concerne l'impact de ce changement, pourquoi est-ce que la transition IANA est importante et positive ? Je pense que tout le monde est d'accord pour la transition des fonctions IANA en elle-même d'ailleurs, mais je crois qu'un des principaux problèmes, c'est la juridiction. Comme nous l'avons déjà dit, la juridiction, à nouveau, ce qu'il se passe c'est que même les filiales d'ICANN – il s'agit des identificateurs publics et techniques – cela est dans les statuts et il est indiqué que la juridiction doit rester en Californie, donc de nouveau, cela va passer à travers le PTI, mais les questions juridictionnelles avec les sanctions et tout ce qu'implique cette juridiction, c'est une longue liste.

Cela inclut des questions de sanctions légales concernant les changements faits dans la zone racine, les contacts en cas de différents, la transparence financière... Tous ces problèmes vont dépendre de l'endroit où des organisations comme le PTI, l'ICANN, etc. seront basées.

Donc ce qui est intéressant aussi, c'est le fait que lorsque le département de la NTIA a demandé que des propositions soient faites concernant les transitions des fonctions IANA, l'une des choses que Larry Strickling a dites à l'époque, c'est qu'on avait

proposé qu'il y ait un changement dans la juridiction, à ce moment-là cette proposition allait être un échec. Parce que ce que cette proposition allait faire c'était affecter la stabilité de l'internet.

Donc cela pouvait être vrai il y a longtemps, mais aujourd'hui, même si ces juridictions ont été... Je pense que beaucoup de pays du monde ont la capacité de s'occuper de ce type, ou de gérer ou de régler ce type de problèmes de juridiction. Ce n'est pas que la juridiction va changer en elle-même, mais ce que l'on peut faire, c'est établir une immunité pour l'organisation qui gère ces fonctions techniques de façon que, comme les organes des Nations Unies ont une immunité dans les pays où ils se trouvent. Il n'y a pas de problème de juridiction dans les pays où ils se trouvent. Mais ce n'est pas le cas actuellement à ICANN, pour l'organisation d'ICANN et le PTI.

De nouveau, il est nécessaire que ce type d'immunité existe par rapport au fonctionnement central du DNS et la pression politique des pays, de façon à ce que la pression des pays ne puisse pas être ressentie. Et plus qu'une immunité légale, ce qui peut être fait c'est organiser une juridiction avec donc des zones racines qui soient situées à l'extérieur des États-Unis.

En 2015, l'Inde a eu l'option d'avoir son propre serveur de racine qui se trouve en Inde. Donc un serveur racine a été transféré en

Inde de l'endroit où il se trouvait auparavant. Un nouveau serveur racine a été introduit en Inde, a été créé en Inde. Et donc au lieu de faire cela aux États-Unis, cela a été fait...

Ce n'est plus le gouvernement américain qui est responsable de cela. Je crois qu'hier quelqu'un du Pakistan a dit qu'il n'y avait pas de serveur racine au Pakistan, cela a été dit au forum public, mais je ne pense pas que l'on ait donné une réponse adéquate à cette question qui a été posée, parce que la réponse qui a été donnée était une réponse complexe, qu'il s'agissait d'une question complexe. Mais à l'origine, ce que l'Inde avait demandé, c'était qu'après la transition des fonctions IANA, la question de qui allait maintenir les zones racines soit présentée à un comité global et que ICANN à ce moment puisse travailler de manière démocratique et transparente pour savoir qui allait maintenir la zone racine.

Mais ce n'est pas le cas. Il y a eu un commentaire public qui a été présenté par le gouvernement de l'Inde, mais je ne pense pas que cela a été accepté parce que la zone racine dépend du PTI. Peut-être maintenant la seule option que l'Inde a pour établir ce type de juridiction, pour avoir son propre serveur racine serait de voir comment cela... Quand est-ce que l'Inde va être capable, quand est-ce que cette question pourra être... Quand est-ce que ICANN pourra répondre à cette question? Voilà. Merci.

DEBORAH ESCALERA: Y a-t-il des questions ? Très bien. Il nous reste 15 minutes et nous allons maintenant donner à tout le monde la possibilité d'intervenir. Allez-y.

JASON: Bonjour, je suis Jason du programme des boursiers. Et au sujet de la question concernant les serveurs racines dont vous parliez, je me demande qu'est-ce que ça change pour l'Inde que d'avoir un serveur racine et qu'il y ait maintenant 14 serveurs racines et non pas d'héberger une instance d'une racine existante.

ANNA LIZ THOMAS: C'est une question plutôt technique, je ne sais pas très bien comment répondre. Mais Anja Kovacs a publié un rapport sur la démocratie internet qui s'occupe des différences entre le fait d'avoir une zone racine, un serveur racine ou une instance de la zone racine.

Donc un serveur racine lui-même donne à un pays beaucoup plus de contrôle. Beaucoup peut être fait par rapport au serveur racine, comme par exemple déterminer l'emplacement des adresses IP suivant le serveur racine, quels sont les emplacements, quelles sont les mesures d'entretien qui peuvent être mises en place.

Je pense qu'il y a un serveur racine qui est hébergé à Los Angeles, qui n'a point de mesure. Donc un serveur duquel il n'y a aucune instance dans le reste du monde.

Donc dans ce cas-là, vous verrez le niveau de contrôle qu'a le pays qui héberge le serveur racine, lui donne un certain contrôle qui est nécessaire dans le cadre du modèle multipartite. Donc c'est nécessaire en matière d'internet d'avoir cela.

MOHAMMAD HAOLADER: Awal, du programme de NextGen. Pour rebondir sur ce que vous dites, j'aime bien la question qui vous a été posée. C'est une question assez technique et il me semble que si chaque pays voulait avoir son propre serveur racine, on aurait des problèmes. Donc peut-être que ce serait bien d'avoir différentes instances. Et on devrait peut-être créer un modèle d'après lequel on avait par exemple besoin d'avoir un serveur en raison de la quantité d'utilisateurs dans un pays. On aurait à peu près 200 serveurs racines autour du monde.

Mais je pense que le but est toujours le même, ça ne change pas. Merci.

ROHAN WADHWA: Moi aussi j'ai une question concernant les autres présentations si possible.

DEBORAH ESCALERA: On va finir avec Ana. Y a-t-il d'autres questions pour Ana Liz ?
Très bien, merci Ana. Vous aviez un commentaire à faire ?

ANA LIZ THOMAS: C'était une question que vous avez faite ? Ha oui, d'accord.

DEBORAH ESCALERA: Vous avez une question pour une autre présentatrice, n'est-ce pas ?

ROHAN WADHWA: Oui, je suis Rohan Wadhwa, de NextGen. J'ai une question pour Julie. Merci de votre présentation Julie. Ma question porte sur l'état de situation de certains des sujets inclus dans votre présentation, surtout au niveau du statut de la Chine. Vous avez parlé de l'équilibre du pouvoir, mais en Chine, on sait tous que l'État détient le pouvoir, par-dessus les autres parties prenantes, donc c'est difficile de travailler suivant le modèle multipartite. Vous appartenez à CNNIC qui est également le département du gouvernement qui s'occupe de l'industrie du DNS. Donc c'est très bien que vous encouragiez cette initiative, mais est-ce pratique ? Est-ce que le gouvernement prévoit d'adopter le

modèle multipartite et d'inclure d'autres parties prenantes à ces discussions ?

JULIE CONG:

Merci Rohan de cette question. Je tiens à préciser d'abord que CNNIC ne fait pas partie du gouvernement chinois, au moins pas officiellement. Ce que nous faisons est d'avoir l'intervention du gouvernement, mais nous ne sommes pas officiellement partie du gouvernement.

Concernant le modèle multipartite et l'adoption de ce modèle par le gouvernement chinois, si vous pensez à la réunion de l'ICANN à Londres, un membre de l'administration chinoise a annoncé publiquement que la Chine allait adopter le modèle multipartite. C'est ce qu'il a dit lors de la cérémonie d'ouverture. Je sais que cela fait des années ; et les politiques des gouvernements changent tout le temps. C'est le cas dans d'autres régions aussi.

Je ne peux pas parler au nom du gouvernement, et on n'a pas annoncé officiellement que le gouvernement aille adopter le modèle multipartite. Mais du point de vue de la pratique, si l'on voit ce qui se passe en Chine en ce moment, le gouvernement s'ouvre aux différentes voies.

C'est pourquoi ces présentations sont faites. C'est parce que le gouvernement prend en considération les conseils des autres experts et des comités consultatifs qui sont des associations affiliées en quelque sorte. Mais ils suivent les conseils des experts en ce moment, donc au moins, c'est la condition.

ROHAN WADHWA:

Donc il faudrait peut-être corriger l'article de CNNIC sur Wikipédia s'il ne fait pas partie du gouvernement chinois. Le gouvernement dont vous parlez est celui de Lu Wei, je pense qu'il représentait la Chine dans la réunion dont vous parlez, mais je pense qu'il a quitté son poste dans le ministère après cette réunion. Donc si le gouvernement avait des annonces mises à jour là-dessus et que vous pouviez les partager, ce serait bien.

JULIE CONG:

Je pourrais partager le site web de l'administration du cyberspace chinois, et vous verrez qu'il publie des bulletins périodiquement pour déclarer quelles sont leurs opinions.

Lu Wei a conservé son poste pendant de nombreuses années. C'est vrai que maintenant, on a un nouveau ministre. C'est pourquoi je dis que la politique a probablement changé. Je ne

sais pas quelle est la position du gouvernement en ce moment, mais oui, je partagerai les ressources avec vous.

ZAINA DEGHLES: J'ai une question pour Julie. Je suis Zaina du programme de NextGeN. Julie, merci de ta présentation qui était merveilleuse. Mais j'ai deux questions en fait. Ce n'est pas votre première réunion ICANN n'est-ce pas ?

JULIE CONG: Non.

ZANIA DEGHLES: Est-ce que vous pourriez nous expliquer davantage votre mission et du travail que vous avez fait. D'après votre expérience, comment croyez-vous que nous pourrions collaborer pour assurer que les deux organisations soient en rapport entre elles ? Quel est le domaine spécifique ou les sujets spécifiques que vous considérez ? Quelles sont en même temps vos attentes au moment de rentrer chez vous ?

Donc j'avais deux questions pour les événements pour ce qui est de la coopération entre les organisations.

JULIE CONG:

Je pense que je pourrais répondre aux trois questions au moment d'expliquer la réunion d'ETAP. La première réunion ETAP était une initiative dont vous trouverez des informations sur internet, je ne vais pas aborder exactement ce qu'était la réunion, mais au moment où on m'a invité, j'ai accompagné le PDG de la compagnie, comme j'ai dit, à la première réunion. Et je pensais que ce serait très intéressant parce que je ne vois pas fréquemment des experts techniques et des décideurs de politique dans une même salle. Ce n'est pas souvent qu'on les voit discuter de sujets d'intérêts communs. Donc je pense que c'était un format très intéressant.

C'est pourquoi j'ai essayé de répliquer ce modèle en Chine et ce serait bien de pouvoir reconnaître et répéter ce type d'événements.

C'est pourquoi nous sommes en train d'essayer de coordonner cette réunion ETAP en Chine.

Je pense que nous sommes placés entre le secteur public et le secteur privé, donc entre les politiques et le secteur technique. Nous avons l'avantage d'inviter des décideurs de politiques et des experts techniques de la Chine pour nous rejoindre à cet événement. Il s'agit donc d'un événement empirique. Ici on fait des expérimentations, il s'agit d'un événement qui suivra deux formats, des formats de discussion en groupe et de présentation

pour que tout le monde puisse s'exprimer. Les décideurs de politiques hésitent toujours à s'exprimer, donc on a adopté ce nouveau format pour nous assurer que tout le monde participe et s'exprime.

Les sujets autour desquels tournent les discussions sont proposés par les participants. Tout ce que l'on fait est de délimiter un cadre général, mais on ne leur donne pas des sujets spécifiques à discuter. On leur demande ce qui les intéresse et lorsqu'on a leur réponse, on sélectionne certaines réponses pour orienter les discussions. Donc c'est ça la dynamique.

ZANIA DEGHLES : Merci.

DEBORAH ESCALERA: On a d'autres questions ?

ELISABETH OREMBO : Bonjour, je suis du Kenya. Élisabeth Orembo, ambassadrice du programme NextGen. Vos présentations sont vraiment magnifiques, je les ai toutes aimées. Ma question est pour Aditya qui a fait une présentation qui était vraiment très intéressante, concernant la comptabilité.

Je voudrais savoir quelles sont les meilleures approches pour assurer la redevabilité au sein de la communauté multipartite de l'ICANN, surtout dans le cadre de la transition IANA.

ADITYA GARG:

Merci de me poser cette question Lys. Je suis Aditya, du programme de NextGen venue de l'Inde. Comme je l'ai dit, certaines des questions que nous devons considérer maintenant et qui existent déjà sont la redevabilité intra-organisationnelle et la redevabilité entre les différents acteurs de la communauté multipartite, et de l'ICANN. Donc on a trois catégories. J'aborderai chaque catégorie séparément.

Donc d'une part on a la redevabilité de l'ICANN en tant qu'organisme envers la communauté. On a un processus DIDP dans le cadre duquel toute partie prenante de l'internet a le droit de poser des questions et de demander des informations au personnel de l'ICANN. Le personnel peut alors répondre et leur fournir des documents d'intérêts.

D'autre part, on a la redevabilité qui correspond à la juridiction. L'ICANN est constitué en Californie et, étant donné qu'il s'agit de l'organisation de droit californien, elle doit respecter les lois applicables à cette juridiction, et les lois américaines. Donc c'était un problème lorsqu'on avait des problèmes ou des demandes venues d'en dehors des États-Unis.

Hier, lors du forum public, vous aurez sans doute vu qu’il y avait des questions concernant les documents de voyage des membres du conseil d’administration. Donc la redevabilité de l’ICANN en tant qu’organisme est très importante.

Troisièmement on a la redevabilité des communautés multipartites entre elles. Donc il y a des listes de diffusion, l’élaboration de documents, la transcription des réunions, toutes les présentations, et tout est présenté. La responsabilité et la transparence sont des principes plus larges qui surgissent des principes des différentes parties prenantes qui y contribuent avec cette idée de mettre en commun tout ce qui est discuté. Et toutes les personnes impliquées ont la possibilité d’accéder à ces discussions et à ces informations.

Dernièrement on a la responsabilité de la communauté multipartite à l’ICANN dans l’ensemble. Sachant qu’il y a beaucoup de pouvoir qui est partagé ici au sein de l’ICANN avec la communauté multipartite, la communauté multipartite elle-même a une certaine responsabilité pour l’élaboration de documents qui montrent pourquoi elle prend certaines décisions.

Dans le cadre de la transition IANA par exemple, on a vu que le processus était tout à fait transparent, toutes les questions étaient soulignées, on avait une idée claire de pourquoi les

décisions étaient telles qu’elles étaient prises. Donc voilà ce qui est important dans le forum actuel en matière de redevabilité.

DEBORAH ESCALERA: Bien, merci beaucoup. Je remercie toute cette équipe de NextGen d’avoir fait ces présentations magnifiques aujourd’hui. On n’a plus le temps de continuer, mais je vous en remercie.

Je remercie également les membres du public, merci aux interprètes d’aujourd’hui. C’est tout.

NON IDENTIFIE : Nous allons nous prendre en photo demain à 14 h 30, donc amenez vos t-shirts NextGen demain, d’accord ?

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]